

Le footballeur doit-il être sauvé de la crise avant l'hôtelier?

En octroyant 115 millions de francs à fonds perdu pour aider le sport professionnel, le Conseil fédéral suscite le débat sur sa gestion globale de la crise.

Lise Bailat Berne

Comme Ueli Maurer aime le dire: «Il y a deux choses dont on peut parler avec tout le monde: la météo et le sport.» Le sport, ce vecteur d'émotions, ciment identitaire, est une des grandes victimes des mesures sanitaires liées au Covid-19. Le Conseil fédéral l'a entendu. En un temps record - on joue des matches à huis clos depuis le 29 octobre -, il a décidé de dégager 115 millions de francs à fonds perdu pour compenser en partie les pertes de billetterie des clubs professionnels et semi-professionnels cette saison.

L'annonce suscite de vives réactions sur les réseaux sociaux. Avec son dispositif, le Conseil fédéral aidera indirectement des clubs dont les joueurs gagnent des salaires hors de portée pour de nombreux citoyens. Dans le football, la paie s'élève en moyenne à 165'000 francs par an en Super League, hors primes de match. Dans le hockey sur glace, on parle de salaires dépassant souvent les 150'000 francs par année, jusqu'à 700'000 dans un club comme le CP Berne, en moyenne 320'000 au HC Davos.

Deux poids, deux mesures?

Entre le sport et les autres secteurs, deux poids, deux mesures? La ministre des Sports Viola Amherd s'en défend. «En Suisse, dans le sport, il y a peu de salaires extrêmes.» L'aide de 115 millions de francs profitera à 133 formations pros et semi-pros. La plupart - dans le volleyball, le basketball ou encore le football féminin - ont un train de vie très humble. Pour les autres, la ministre PDC a assorti le soutien à des conditions strictes. Les clubs qui voudront prétendre au pactole devront réduire de 20% les salaires qui dépassent 148'000 francs par an, pendant une période de cinq ans.



Les clubs qui voudront prétendre au pactole devront notamment s'engager à promouvoir le sport féminin (ici un match entre footballeuses de Bâle et d'YB). KEYSTONE/GEORGIOS KEFALAS

«Celui qui gagne un demi-million par an dans le sport le fait pendant cinq à dix ans. Ensuite, sa carrière est finie»



Ueli Maurer
Conseiller fédéral.

Ils devront aussi s'engager à promouvoir la relève, le sport féminin et ne pas verser de dividendes à leurs actionnaires.

Le grand argentier Ueli Maurer s'en mêle: «Je ne veux pas défendre les hauts salaires, mais donner à réfléchir. Celui qui gagne un demi-million par an dans le

«Quand je suis restauratrice, je suis impatiente. Mais comme parlementaire, je vois aussi que les autorités travaillent d'arrache-pied. Il faut garder espoir»



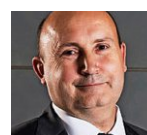
Christine Bulliard-Marbach
Conseillère nationale (PDC/FR) et propriétaire d'un restaurant.

sport le fait pendant cinq à dix ans. Et pendant ce temps-là il prend de grands risques pour sa santé. Ensuite sa carrière est finie. La jalousie n'est pas justifiée.»

Pas de jalousie mais un malaise

La jalousie, ce n'est pas le truc de

«Au moment où l'aide sera débloquée pour les cas de rigueur, la plupart des établissements qui y auront droit seront déjà morts!»



Laurent Terlinchamp
Président de la Société des cafetiers, restaurateurs et hôteliers de Genève.

Laurent Terlinchamp, le président de la Société des cafetiers, restaurateurs et hôteliers de Genève: «Je me dis que si le sport a pu être entendu, c'est une bonne nouvelle: cela me donne l'espoir qu'on le soit aussi! Ça veut dire que le Conseil fédéral commence à entendre les cris d'alarme.»

Mais le malaise naît lorsqu'on évoque l'empressement du gouvernement à réagir aux difficultés des uns et des autres. «Je reconnais volontiers que le Conseil fédéral travaille avec une rapidité qui est loin d'être habituelle. Et j'entends avec plaisir qu'un montant de 1 milliard a été trouvé pour les mesures qu'on attendait de notre côté (ndlr: l'aide aux cas de rigueur). Mais je ne crois pas que cette aide pourra arriver concrètement avant février. Au moment où l'aide sera débloquée, la plupart des établissements qui y auront droit seront déjà morts», craint Laurent Terlinchamp.

Faut-il sauver le footballeur avant l'hôtelier? «Le problème, ce n'est pas qu'on donne de l'argent au sport, c'est qu'on n'en donne pas à d'autres secteurs qui en ont aussi besoin», répond le conseiller national Samuel Bendahan, vice-président du Parti socialiste. Le Vaudois juge la logique gouvernementale dangereuse en matière d'aides: «Le Conseil fédéral a un peu cette notion darwiniste qui consiste à dire qu'on va laisser passer le déluge et que les plus forts survivront. Mais la force de l'économie suisse, c'est sa diversification. Nous estimons pour notre part que pour chaque entreprise qui meurt, on paiera plus cher que si on l'avait aidée.»

«On fait partie d'un seul monde»

Laurent Terlinchamp enrage: «À la fin, on fait partie d'un seul monde. Dans cette pandémie, toutes les mesures sanitaires visaient à ne pas devoir faire un triage des patients à l'hôpital. Eh bien les autorités devraient montrer du respect et ne pas faire de tri dans l'économie.»

Elle-même propriétaire d'un restaurant, la conseillère nationale Christine Bulliard-Marbach (PDC/FR) se veut optimiste: «Quand je suis restauratrice, je suis impatiente. L'aide urge pour éviter des faillites. Mais comme parlementaire je vois aussi que, face à une crise inédite, les autorités travaillent d'arrache-pied. Tout le monde est au front.» La PDC soutient les mesures du Conseil fédéral et appelle à «ne pas mettre en concurrence économie et sport. On a besoin du sport, qui reste un vecteur d'émotions et d'espoir pour les gens.» Pour elle, l'un des meilleurs remèdes à la crise.